

LA JUSTICE ITALIENNE AVANCE SUR LE DOSSIER SONATRACH

Khelil-Bédjaoui : l'étau se resserre

Nouvelles révélations dans l'affaire Saipem-Sonatrach. Les aveux de l'ancien directeur des opérations de ladite entreprise enfonce un peu plus Chakib Khelil. Tullio Orsi a affirmé que de l'argent était directement donné à l'ex-ministre de l'Energie par le biais de Farid Bedjaoui. L'étau se resserre autour de ce dernier. Un mandat d'arrêt international vient d'être lancé à son encontre. La justice italienne s'intéresse également au rôle joué par Mohamed Meziane.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - L'enquête s'accélère en Italie depuis l'arrestation, le 28 juillet dernier, de Pietro Varone, responsable de la division ingénierie et construction de Saipem.

Selon la juge italienne Alfonsa Ferraro, citée par le *Corriere della Sera*, Saipem a obtenu en Algérie sept contrats d'une valeur totale de huit milliards d'euros.

Pour s'assurer d'obtenir ces marchés, le groupe a payé pas moins de 197 millions de dollars de pots-de-vin, présentés comme «des frais d'intermédiation» de la société Pearl

Partners Limited, une société de Hong Kong contrôlée par M. Bédjaoui.

Devant les juges, Pietro Varone a certifié que «Bédjaoui a dit clairement qu'il donnait l'argent au ministre de l'Energie Khelil».

Selon les éléments de l'enquête révélés par le quotidien italien, l'ex-ministre de l'Energie était surnommé «le vieux» tandis que Bédjaoui était connu sous le nom de «jeune».

Autre révélation : les contacts avec le ministre dans le cadre du contrat «Menzel Ledjimet East» avaient été



Photo : Samir Sid

Des commissions rogatoires ont été lancées au sujet de comptes détenus par Khelil.

soutenus au plus haut niveau par le P-dg d'ENI, Paolo Scaroni. Ce dernier, Khelil et Bédjaoui s'étaient même rencontrés plusieurs fois à Paris, Vienne et Milan.

Autre rebondissement dans cette affaire. C'est le nom de l'ancien président de Sonatrach Mohamed Meziane qui revient. Le rôle que ce dernier a joué est appelé à être

éclairci. Selon des éléments de l'enquête, il aurait bénéficié de voyages en Italie et d'une enveloppe de 100 000 dollars. Son fils aurait, lui, bénéficié d'un contrat de conseil avec Saipem pour la somme de 10 000 euros par mois alors que le chef de cabinet de l'ancien président de Sonatrach Mohamed Reda Hemche aurait, lui, perçu une commission indue de 1 750 000 dollars. C'est sur la base de tous ces faits que la justice italienne a lancé un mandat d'arrêt international contre Farid Bédjaoui.

Le juge chargé de l'affaire a également lancé des commissions rogatoires au sujet de comptes détenus par Bédjaoui mais également par Chakib Khelil pour des montants de 123 millions de dollars, mais également à Beyrouth et Panama pour des montants inconnus.

N. I.

JUSTICE

Épilogue dans l'affaire Pasteur

La Cour suprême a tranché dans l'affaire de l'Institut Pasteur d'Algérie en faveur des mis en cause. Dans son délibéré, la Cour suprême a prescrit l'extinction de l'action publique, tout en renvoyant l'affaire devant une nouvelle juridiction près la cour d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'affaire qui avait occupé le devant de l'actualité nationale depuis fin 2010 a connu il y a à peine un mois son épilogue.

Le président de la septième chambre correctionnelle près la cour d'Alger a prononcé l'extinction des poursuites à l'encontre des mis en cause qui ont recouvré leur liberté.

Selon des avocats, la Cour suprême aurait pu trancher sur la question mais sans pour autant renvoyer l'affaire devant une juridiction.

Il n'en demeure que sa traduction devant la cour d'appel n'a fait que consolider la décision prise par la Cour suprême.

Pour rappel, la chambre correctionnelle près la cour d'Alger avait condamné les mis en cause dans cette affaire à de lourdes peines, confirmant ainsi les peines prononcées en première instance par le tribunal de Sidi M'hamed.

La cour d'Alger avait prononcé des peines allant de 1 an à 10 ans de prison ferme, à l'encontre de dix cadres.

Les principaux chefs d'inculpation retenus contre les concernés sont passation de marchés publics contraire à la législation, dilapidation de deniers publics, obtention d'avantages injustifiés et négligence manifeste ayant causé un préjudice à l'Etat.

Pour rappel, le procès qui a eu lieu au niveau du tribunal de Sidi-M'hamed a conclu à l'inculpation



Photo : Samir Sid

La décision prise par la Cour suprême a été consolidée par la cour d'appel.

des mis en cause dans cette affaire. Ainsi, des peines allant de 1 à 10 ans de prison ferme avaient été prononcées à l'encontre de l'ensemble des prévenus par la présidente du tribunal correctionnel d'Alger.

L'ex-directeur général, à l'encontre duquel une peine de 10 ans de prison ferme a été prononcée lors du premier procès, a fait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par le juge d'instruction et d'un autre par la présidente du tribunal de première instance.

Les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment dilapidation et détournement de deniers publics, faux et usage de faux dans des documents administratifs et comptables et utilisation de la profession à des fins personnelles.

Selon l'accusation, cette affaire est liée au dossier de conformité des vaccins antigrippaux H1N1, ainsi qu'à celui de la péremption de quelque 800 000 doses de vac-

cins antituberculeux acquis au lendemain du tremblement de terre de Boumerdès en 2003.

Selon l'arrêt de renvoi, ces marchés publics «anarchiques» ont causé à l'Etat un préjudice de 147 531 844,08 DA, sans compter les frais engagés dans la location des chambres froides.

Les mis en cause sont accusés de passation de marchés contraire à la législation, dilapidation de deniers publics et obtention d'avantages injustifiés.

L'affaire remonte à 2009 lorsqu'un important lot de vaccins contre la grippe, la tuberculose, la rougeole et des vaccins pour nourrissons a été acquis auprès de quatre laboratoires étrangers.

L'enquête, déclenchée en novembre 2009, avait mis au jour la mauvaise gestion de l'ancien DG de l'IPA et révélé que la majorité des contrats passés avec des fournisseurs étrangers étaient non conformes à la réglementation des marchés.

A. B.

ILS REVIENNENT À LA CHARGE

Les travailleurs des communes s'en remettent à Bouteflika

Les travailleurs des communes reviennent à la charge, eux dont les revendications ne semblent pas constituer une «urgence» pour leur tutelle, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Et cette fois-ci, lassés et indignés de cette indifférence qui ne peut, à leurs yeux, durer encore, ils s'en remettent tout simplement au Premier magistrat du pays.

En effet, le Syndicat national des travailleurs des communes (SNTC), en attente d'agrément et dont les promoteurs, à leur tête Azzedine Aït-Khelifa, ont déposé le 6 juin dernier le dossier d'enregistrement auprès des services du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, s'est directement adressé au président de la République. Dans une lettre ouverte, les travailleurs des communes décrivent leurs conditions lamentables quotidiennes. «Nous sommes une frange présente dans toutes les municipalités de la République. Et lorsqu'il a été décidé, par le gouvernement, de régulariser l'ensemble des fonctionnaires relevant de la Fonction publique nous avons été arbitrairement marginalisés», écrit Aït-Khelifa. Et à ce dernier de considérer que les deux textes portant statut particulier et régime indemnitaire des travailleurs des communes promulgués en 2008 et 2011, n'étaient finalement que de la poudre aux yeux, car, selon lui, jamais suivis d'effet depuis leur publication au Journal officiel le 29 septembre 2011. «Nous percevons la plus basse rémunération de la Fonction publique alors que nous formons l'épine dorsale de l'administration publique», tient à souligner le secrétaire général du SNTC.

Les revendications de cette large corporation se résument en l'augmentation du point indiciaire à 100%, la revalorisation de la prime de la femme au foyer à 8 000 DA et des allocations familiales à 2 000 DA par enfant à charge sans condition aucune, la révision du mode de gestion du Fonds national des péréquations des œuvres sociales (FNPOS), le maintien du départ à la retraite sans condition d'âge, la réintégration dans leurs postes de travail de tous les syndicalistes licenciés ou suspendus de manière abusive.

Ceci, en sus, bien entendu, de la promulgation d'un nouveau code de travail et l'abrogation de l'article 87-bis de la loi 11/90, le respect des libertés syndicales et le droit de grève, la révision et l'unification des statuts des travailleurs des communes, la révision du régime indemnitaire, l'intégration de tous les contractuels en poste et les travailleurs du filet social et l'implication du partenaire social dans la gestion de la carrière des travailleurs.

M. Kebci